

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

"La PME gabonaise n'a pas les moyens de préfinancer les marchés publics"

Propos recueillis par Maxime Serge MIHINDOU
Libreville/Gabon

L'union : Le Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI) a annoncé, le 25 octobre 2023, que désormais tous les marchés inférieurs à 150 millions de FCFA seront exclusivement réservés aux Petites et Moyennes entreprises gabonaises. Vous êtes opérateur économique et l'initiateur du mouvement patriotique pour la souveraineté économique. Comment réagissez-vous à cette annonce ?

Thierry Ngomo : D'entrée de jeu, nous ne pouvons qu'applaudir, féliciter et remercier le chef de l'État pour cette mesure officiellement annoncée et restant à concrétiser dans les faits. Nous le remercions d'autant plus qu'il a montré tout l'intérêt qu'il porte à l'économie ce, dès le lendemain de son avènement à la magistrature suprême. Notre pays a trop souffert d'une hypertrophie de la politique qui a ruiné les espoirs et les espérances d'au moins trois générations, et qui a eu pour conséquence l'accaparement de l'économie par des intérêts étrangers. C'est pour cela, qu'en dépit de sa richesse, et de ses performances économiques soulignées par certains rapports d'organismes internationaux, le développement du Gabon et le bien-être des populations restent malheureusement une vue de l'esprit. Nous disons également que par cette mesure, le chef de l'État vient de poser un acte qui corrobore l'orientation majeure qu'il a donnée le 31 août 2023 au patronat, celle du patriotisme économique. Le patriotisme économique, à tous les niveaux de la conception, de l'action et de la régulation économiques, est une dynamique fondamentale pour accéder à la souveraineté économique, seul gage d'un possible développement endogène. Nous avons donc saisi cette orientation émanant du président de la République, pour mettre en branle un mouvement patriotique

pour la souveraineté économique. À cet effet, le 23 septembre dernier, nous avons convié les entrepreneurs gabonais à des assises. À l'unanimité des 818 participants, l'idéologie de ce mouvement a été validée, à savoir : le patriotisme économique, pour une réappropriation de l'économie nationale par les Gabonais, aux fins d'une souveraineté économique entière et durable.

Pensez-vous que les PME gabonaises disposent aujourd'hui des ressources financières suffisantes pour préfinancer certains projets lancés par l'État ? Y a-t-il des préalables à définir ?

- D'abord il faut définir ce que c'est que réellement la PME gabonaise. PME est un sigle qui veut dire Petites et Moyennes Entreprises. Dans la pratique de notre pays, c'est devenu un fourre-tout qui réunit aussi bien les majors que les artisans logés à la même enseigne. Il y a le besoin fondamental de catégoriser les entreprises à travers une nomenclature précise ce, afin



Thierry Ngomo, opérateur économique et initiateur du mouvement patriotique pour la souveraineté économique.

que des dispositions spécifiques soient prises en fonction des catégories spécifiques. Gabonaise s'entend par entreprise de droit gabonais, c'est-à-dire enregistrée dans le registre du commerce du Gabon. La PME qui nous intéresse pour le moment est la PME fondée et portée par les Gabonais d'origine, dits encore de souche, ou autochtones. Or cette PME a été systématiquement et savamment marginalisée, discréditée, stigmatisée... Et pour cause, le régime défait par le général Brice Clotaire Oligui Nguema et ses vaillants compagnons, n'a eu de cesse de précariser, paupériser

et aliéner les Gabonais pour en faire des courtisans. Maintenant, pour répondre à votre question, nous disons sans équivoque que la PME gabonaise, celle qui nous préoccupe, dans l'état actuel où elle se trouve, n'a pas les moyens de préfinancer les marchés publics. D'ailleurs, le principe de payer après "service fait", couplé au discrédit de la signature de l'État, et aux dysfonctionnements dans les paiements des marchés publics, a tôt fait de tuer la PME gabonaise déjà fragilisée par un contexte hostile. Il y a naturellement des préalables à définir qui sont exogènes et endogènes. Notamment, sans être exhaustif, la facilitation de l'accès aux crédits, et une meilleure organisation interne des entreprises.

Comment, selon vous, la PME gabonaise peut-elle contribuer à la relance de l'économie nationale ? Quelles sont les pistes de solution que vous pourriez suggérer aux autorités de la Transition ?

- La PME gabonaise est au service

des orientations stratégiques économiques déterminées par le gouvernement. Dans ce sens, l'État doit déjà donner sa vision en indiquant les secteurs stratégiques dans lesquels il va plus s'investir. Lesquels secteurs doivent pouvoir tracter de manière notable et efficiente les autres pans économiques. Et ce, dans le cadre d'une politique économique volontariste à mener sur au moins 10 ans. En fait, nos nouveaux dirigeants, qui sont des militaires, et qui devraient en principe être plus sensibles aux faiblesses de la Nation, et attachés fortement à la souveraineté de notre pays dans tous les domaines, et notamment dans l'économie, doivent se rendre compte de la nécessité fondamentale d'une politique nationaliste de type "Black Economic Empowerment" qui a fait ses preuves en Afrique du Sud au sortir de l'Apartheid, et au Nigeria avec l'éclosion des hommes d'affaires comme Elumelu et Dangoté. Cela pourrait être le "Gabonese Economic Empowerment".

Le ministre Jonathan Ignoumba au forum de l'agriculture à Malabo

Christian KOUIGA
Libreville/Gabon

SOUS le haut patronage du président de la République de Guinée équatoriale, Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, un forum régional de haut niveau sur le développement du secteur agricole, sous le thème : "Libérer le potentiel de l'industrialisation et du développement des chaînes de valeur agricoles en Afrique centrale : une approche de coopération sud-sud et triangulaire", s'est tenu du 6 au 8 novembre 2023 dans l'enceinte du complexe Sipopo à Malabo. La délégation gabonaise était conduite par le ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, Jonathan Ignoumba, qui n'a pas omis de saluer dans son discours l'organisation desdites



La photo de famille lors du forum régional de haut niveau sur le développement du secteur agricole.

assises, et de rendre un vibrant hommage au président équatorien pour les efforts sans cesse consentis, au même titre que le Gabon et bien d'autres pays de la Cémac, en vue de parvenir à l'autosuffisance alimentaire dans la sous-région de l'Afrique centrale. "Depuis l'arrivée du président de la Transition, chef

de l'État, le général Brice Clotaire Oligui Nguema, le Gabon est plus qu'engagé à faire un grand bond pour assurer la sécurité alimentaire de son peuple. Des mécanismes divers et variés sont de plus en plus mis en place pour relever ce défi", a confié du haut de la tribune de Sipopo le patron de l'agriculture gabonaise.

Notons que l'ambassadeur du Gabon en Guinée équatoriale, Sébastien Ntoutoume, était aux côtés du membre du gouvernement de la Transition tout au long de ce forum qui s'est achevé sur une note d'espoir pour l'Afrique centrale de parvenir un jour à son indépendance alimentaire.